



Lundi 5 OCTOBRE 2009 - Teleperformance MOBILISATION SUR TOUS LES SITES MANIFESTATION devant le SIEGE à Paris 14 H

Aujourd'hui, lundi 5 octobre, Teleperformance France lance une **nouvelle provocation contre les salariés**.

Alors que les syndicats - inquiets des menaces qui pèsent sur les acquis sociaux - sollicitaient une rencontre avec le PDG sur la question des accords de substitution, la direction a modifié l'objet de la **réunion pour chercher une solution « à l'amiable »** sur leur PSE 2009 : ce plan de suppressions d'emplois et de mobilités forcées qui menace plus de 500 emplois. **Car Teleperformance a perdu** : par le référé du 22 septembre, **la justice a ordonné la suspension du Plan Social**.

Teleperformance est aujourd'hui dans l'impasse. Les dirigeants n'ont pas réussi à se débarrasser des conseillers Orange d'Ile de France avant la renégociation du contrat avec France Telecom, et le contrat TPH est déjà perdu.

Teleperformance espère avoir des « partenaires sociaux » à sa table pour l'aider à contourner la justice !
SUD ne prendra pas part à ces magouilles. SUD boycotte la réunion.

Suite à la fusion du 1er Janvier 2009, **tous nos acquis sociaux sont menacés**. Les anciens accords prennent fin au 31 mars 2010. **La direction** de Teleperformance n'a pris en compte **aucune des revendications** des salariés. Pire, elle nous présente « **ses** » **projets**, conçus par de vrais idéologues de la cause patronale, et qui **organisent des conditions sociales destructrices** pour la vie de tous les salariés.

Ils veulent :

- **Casser les « 35 heures »**, allonger la durée du travail en imposant une moyenne de 36h hebdomadaires.
- Imposer **la flexibilité des plannings** et **la mutualisation des salariés** sur plusieurs activités.
- **Annualiser le temps de travail**, c'est à dire « *Travailler plus sans gagner plus* », car c'est l'entreprise qui choisira tous nos rythmes de travail.
- Instituer **des salaires de misère, individualisés** selon la « **performance** » : c'est du « marche ou crève ! »
- Instituer la **concurrence entre les salariés**, resserrer leur système de contrôle des individus au travail.
- Fonder l'**évolution professionnelle** sur la « poly-compétence » et la « performance », **sans reconnaissance de l'ancienneté, des qualifications** et des **différents métiers**.

Leur projet de régression sociale n'a d'égal que leur volonté de détruire nos emplois
Nous ne devons pas les laisser faire ! La lutte s'impose, pour faire plus que « limiter la casse » !

La justice a aujourd'hui tranché : **les manoeuvres des dirigeants** de Teleperformance pour tenter de faire **passer en force** son plan social pendant l'été **sont bien des violations du droit du travail**. Alors que 7 centres subissent déjà – et vont subir – une dégradation en profondeur de leurs conditions de travail liée à ces restructurations, la négation par la direction du droit pour les Comité d'Hygiène, Sécurité et Conditions de Travail (CHSCT) à être consultés et lancer des expertises est non seulement absurde... mais aussi illégale.

La suspension du plan social n'est que la première victoire du mouvement de Teleperformance

Le **25 juin**, une **Intersyndicale** – à l'époque **unanime** – **refusait le calendrier de la direction**, imposait des expertises sur les justifications économiques du démantèlement des activités, et sur ses impacts pour nos conditions de travail. **L'intégralité des membres du CCE s'engageait** alors à ne rendre un avis qu'après la consultation des CHSCT. Un **engagement bafoué** par les appareils de **la CFE-CGC et la CFDT** : en choisissant de rendre un avis lors des CCE des 18 et 26 août, ils donnent de fait le « GO » à la direction qui envoie alors ses lettres de mobilité pour Orléans et Villeneuve d'Ascq. Mais le **CE de TP-Centre-Est tient bon**, et grâce à **l'alliance CFTC-CGT-FO-SUD, attaque le plan social** en justice.

C'est bien **la vigilance des salariés** - solidaires et présents à chaque mobilisation – qui **a permis de maintenir le cap**. C'est **en nous regroupant** dans chaque centre - **par delà les étiquettes syndicales** - que nous avons **gagné**.

Dès septembre, des **collectifs autonomes de salariés** sont constitués à **Pantin et Montigny-le-Bretonneux**. **Partout**, les salariés doivent se doter des **moyens de débattre** et du **pouvoir d'agir** en organisant des **assemblées générales**. Car l'unité syndicale est toujours fragile : aujourd'hui, la direction prend prétexte de l'initiative lancée à la va-vite par FO pour tenter de se ménager une « porte de sortie » : imposer son PSE, et tenter de nous diviser.

Les dirigeants de TP voudraient un « **accord de méthode** » : **c'est un colis piégé !**
Un tel accord **faciliterait les plans sociaux** dans toute la France pour les **18 prochains mois**.
Nous ne pouvons l'accepter !

TOUS ENSEMBLE, les SALARIÉS doivent IMPOSER LEUR DONNE !